



Quelles responsabilités sociales pour les entreprises minières canadiennes ?

Journée d'atelier sur la responsabilité des entreprises canadiennes de la Coalition québécoise pour une exploitation minière responsable.

Montréal, le mercredi 1^{er} août 2007 - Du 23 au 26 août prochain, Montréal sera l'hôte du premier Forum social québécois (FSQ) qui se tiendra à l'UQAM sous le thème « *Un autre Québec est en marche* ». Cet événement, qui a pour but de repenser le monde selon des principes d'égalité, de solidarité et de développement durable, accueillera plusieurs milliers de participants et proposera plus de 300 activités portant sur des thèmes variés, comme les droits humains et la lutte pour l'égalité, la solidarité internationale et l'environnement.

Dans le cadre du FSQ, la **Coalition québécoise pour une exploitation minière responsable** organise le **samedi 25 août**, une journée d'atelier portant sur la responsabilité des entreprises canadiennes d'extraction minière à l'étranger et leurs impacts sur les droits humains, sur l'environnement et sur le bien-être des populations locales. Divisée en 4 panels, la journée donnera la parole à une quinzaine d'intervenants entre autres Bonnie Campbell titulaire de la Chaire C.-A. Poissant, Pierre Gratton de la Mining Association of Canada et des représentants de communautés affectées dont Moussa Tchangari directeur de Alternative – Niger. Ces intervenants dresseront un portrait de la responsabilité sociale des entreprises canadiennes à l'étranger. Ils nous présenteront également les perspectives s'offrant à nous, notamment par la publication d'un rapport innovateur issu d'un processus de tables rondes nationales regroupant la société civile et l'industrie. Les intervenants exploreront de plus les opportunités offertes grâce au développement de nouveaux outils d'éducation et de sensibilisation offerts aux communautés.

Au moment où les entreprises minières canadiennes augmentent leurs activités dans les pays en développement, le seul respect des lois locales n'est plus suffisant. Les entreprises doivent également respecter le droit international des droits humains tant dans l'idéologie que dans la pratique. Le gouvernement canadien doit trouver une façon d'instaurer un contrôle transparent et obligatoire sur les entreprises minières – peu importe où elles opèrent- afin que les standards universels des droits humains soient respectés.

Coalition québécoise pour une exploitation minière responsable

Le premier forum social québécois (FSQ) découle de la mouvance des forums sociaux mondiaux qui se tiennent chaque année, dans différents pays, depuis janvier 2001 (Brésil, Inde, Venezuela, Mali, Pakistan, Kenya) et qui visent à penser, partager et mettre en œuvre des initiatives permettant de promouvoir un autre monde possible, construit autour des concepts de développement durable, solidaire, juste, égalitaire et harmonieux. Le forum social québécois entend prendre part à cette stratégie mondiale de recherche d'alternatives, mais à partir de chez nous.

Vous êtes donc cordialement invité à participer à nos panels qui se tiendront le **samedi 25 août**. Le lieu de l'événement sera confirmé sous peu.

Les ateliers proposés par la coalition sont les suivants:

8 h 45 - 10 h 45

Quelles responsabilités pour les entreprises extractives?

11 h - 13 h

Tables rondes sur les entreprises canadiennes et l'extraction minière : Quelles perspectives politiques pour ce rapport innovateur ?

13 h 45 - 15 h 45

La mobilisation citoyenne au cœur des projets d'investissement minier au Québec et à l'étranger : parallèles et perspectives pour les communautés

16 h - 18 h

L'action éducative, une action sociale pour favoriser l'engagement du public et le changement

Pour de plus amples informations, contactez :

François Décaray-Gilardeau (francois.decaray@yahoo.ca)

ou consultez le site Web du FSQ :

www.forumsocialquebecois.org

- 30 -

La **Coalition québécoise pour une exploitation minière responsable** regroupe des ONGs, des organisations de défense des droits humains, des investisseurs responsables, des associations religieuses et des groupes de recherche. Ni anti-mine, ni pro-mine, la coalition cherche à s'assurer que les opérations des entreprises extractives canadiennes à l'étranger se fait dans le plus grand respect des droits de l'homme, de l'environnement et avec le consentement informé et libre des populations locales. La coalition appuie et vise à promouvoir les recommandations issues du rapport du groupe consultatif des Tables rondes nationales sur la responsabilité sociale des entreprises extractives.



En partenariat avec :

